

Olier, J.H. d' et Delmas, B., *La planification des infrastructures nationales de documentation, de bibliothèques et d'archives. Esquisse d'une politique générale*. Paris, Unesco, 1974. 328 p. (Documentation, bibliothèques et archives : études et recherches, 4)

Réal Bosa

Volume 22, numéro 1, mars 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055340ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055340ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bosa, R. (1976). Compte rendu de [Olier, J.H. d' et Delmas, B., *La planification des infrastructures nationales de documentation, de bibliothèques et d'archives*. Esquisse d'une politique générale. Paris, Unesco, 1974. 328 p. (Documentation, bibliothèques et archives : études et recherches, 4)]. *Documentation et bibliothèques*, 22(1), 50–51. <https://doi.org/10.7202/1055340ar>

diat» (le journaliste lui-même ou un autre praticien de l'information).

Ce répertoire bibliographique, unique au Québec, est de consultation facile. Car, bien que le compilateur ait retenu le type de documents comme principe à la sous-division de son recensement, le contenu des ouvrages cités est rapidement identifié grâce à un regroupement par sujets à l'intérieur de ces sous-divisions. Ainsi, les diverses encyclopédies du cinéma sont regroupées sous la rubrique «cinéma», de même en est-il de tous les documents officiels qui sont regroupés sous les rubriques «Canada» ou «Québec». Une meilleure introduction au contenu est d'ailleurs possible par la consultation de l'index des sujets où l'analyse est très détaillée. Un index des auteurs permet également l'approche nominative.

Il apparaît clairement, dans ce recensement, que la collection de Laval constitue un fond privilégié pour l'étude des mass média et la pratique de l'information. Le nombre des sources recensées et l'analyse parfois détaillée qui y est faite constituent, à la fois, un état de collection fort éloquent à cet égard et un instrument de référence indispensable dans toutes les autres bibliothèques.

Dans son introduction, le compilateur entend l'expression «mass media» au sens large, c'est-à-dire les communications de masse dans toutes leurs manifestations et il les aborde de tous les points de vue: politique, économique, etc. L'universalité d'un tel travail est fort louable... Téméraires apparaissent, par conséquent, ceux qui, comme nous, doivent en juger et en souligner les carences.

Considérant les ouvrages généraux comme «les ouvrages qui traitent du savoir dans son ensemble sans s'étendre sur un sujet plus que sur un autre» et les ouvrages de référence comme «des ouvrages destinés à être consultés plutôt que lus», nous ne pouvons souscrire au titre de l'ouvrage: «Introduction aux ouvrages généraux de référence...» Car, les manuels, les documents officiels tels que rapports de commissions et études, et les périodiques ne sont pas des ouvrages généraux et encore moins de référence. Si l'auteur a outrepassé son intention première, nous lui saurions gré d'avoir préféré un titre plus pertinent.

Somme toute, la présentation bibliographique est excellente: cote de la Library of Congress, numéro d'accession, index, textes de transition, analyse du contenu, etc.

Si «la documentation est un art et une technique...», Jean de Bonville s'en acquitte fort bien. Comme le journaliste dont l'art réside «en partie dans la faculté qu'il aura de déceler l'information pertinente, d'en élaborer les coordonnées, de l'intégrer dans un contexte élargi», l'auteur s'est pris au rôle de transmetteur de l'information... qu'il concède au journaliste.

Marc Alain

Centre de documentation

École nationale d'administration publique
Québec

Olier, J.H. d' et Delmas, B., *La planification des infrastructures nationales de documentation, de bibliothèques et d'archives. Esquisse d'une politique générale*. Paris, Unesco, 1974. 328 p. (*Documentation, bibliothèques et archives: études et recherches*, 4).

Faisant suite à l'URSS, un certain nombre de pays, pourtant bien nantis en matière de bibliothèques et de services de documentation, ont déjà pris position en faveur de la planification nationale, la considérant comme l'outil le plus apte à assurer la cohérence de leur développement. C'est le cas de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Dans ce dernier pays, la National Commission on Libraries and Information Science vient tout juste de déposer, auprès des autorités gouvernementales, un document majeur: *Toward a National Program for Library and Information Services: Goals for Action* (Washington, 1975, 106 p.) dont la lecture est certes recommandable à tous les collègues de la profession autant à cause de la justesse des articulations de la planification proposée qu'en raison de la générosité de sa philosophie sous-jacente.

Le nombre d'études publiées sur le sujet augmente depuis ces dernières années. Nous pouvons citer, outre un certain nombre d'articles dans des revues professionnelles, l'étude de C. V. Penna, *La planification des services de bibliothèques et de documentation* (2e éd. rev. et augm... Paris, Unesco, 1971) et le compte rendu du congrès de la FIAB à Washington en 1974, *National and International Library Planning...* (The Hague, 1975).

Le présent ouvrage s'inscrit dans la série des initiatives entreprises par l'Unesco en vue

de l'exploration de ce thème, depuis les réunions régionales d'experts en Amérique latine en 1966, en Asie en 1967, en Afrique en 1970 et dans les états arabes en 1974 jusqu'à la Conférence intergouvernementale sur la planification des infrastructures nationales en matière de documentation, de bibliothèques et d'archives, tenue à Paris du 23 au 27 septembre 1974 et dont le Rapport final vient de paraître.

Deux études, commandées par l'Unesco, ont été réunies dans le présent volume: la première, rédigée par J. H. d'Olier, directeur-adjoint du Centre de documentation du Centre national de la recherche scientifique (France), concerne la planification d'infrastructures de documentation et de bibliothèques, tandis que la seconde, rédigée par B. Delmas, conservateur aux Archives nationales de France, pour le compte du Conseil international des archives, a trait à la planification d'infrastructures d'archives et «repose en partie sur les conclusions d'un groupe d'experts qui s'est réuni à Paris en décembre 1972» (préface).

Ces deux études sont d'inégale longueur: la première est répartie sur 229 pages alors que la deuxième couvre 95 pages. Les deux fournissent, en annexes, un certain nombre de données sous forme de statistiques, questionnaires, schémas de loi, normes, bibliographies, etc.

S'il nous fallait résumer, en quelques lignes, nos commentaires de non-spécialiste de ces questions, nous dirions de la première étude que son contenu est plutôt diffus, orienté surtout vers l'aspect documentation, alors que la seconde brille par la clarté du plan, la limpidité de l'exposé et la qualité du style.

Ces deux études, si élaborées qu'elles soient, consacrent, à notre avis, peu de place à la formation du personnel, question pourtant fondamentale en regard de toute planification nationale à la fois dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. À cet égard, la Conférence intergouvernementale qui s'est tenue à Paris, en 1974, misait plus juste en faisant œuvrer ses participants au sein de trois groupes précis de travail portant sur les trois thèmes suivants: la planification intégrée, l'application de la technologie et la planification du personnel.

Le parallélisme de ces deux études explique par ailleurs que les deux auteurs aient peu élaboré cette notion, chère à l'Unesco, de l'*intégration* des infrastructures dans les secteurs de la documentation, des bibliothèques et des archives. Cette intégration reste

difficile à définir dans ses modalités, autant au niveau de la planification nationale qu'à ceux de la formation professionnelle et de la coordination des services dans un pays donné.

Concevoir une étude sur la planification qui soit valable au plan international représente une gageure d'envergure, tant il est vrai que la planification se conçoit nécessairement en fonction de réalités qui varient d'un pays à l'autre.

Le présent ouvrage précise un certain nombre de notions et, à ce titre, il sera sûrement utile aux responsables de programmes, aux planificateurs ainsi qu'aux professionnels de la documentation. Sa lecture devrait éclairer les membres du groupe d'étude (si jamais ce dernier est créé) chargé de proposer à l'état québécois les modalités de la coordination des services de nos bibliothèques et centres de documentation, selon la recommandation majeure des participants à la Rencontre sur la bibliothéconomie québécoise.

Réal Bosa

École de bibliothéconomie
Université de Montréal

